



Ce qui va changer après le 13 novembre

Comment les secours se sont-ils articulés ? Quelles leçons tirer ? Qu'est-ce qui va changer ? À peine plus d'un mois après les attentats du 13 novembre, l'Institut français de sécurité civile (Ifrasec) organisait un retour d'expérience à la Maison des sapeurs-pompiers, rue Bréguet à Paris. Au sommaire de cette journée d'une rare intensité : témoignages des protagonistes et enseignements sur les actions menées. Une opération vérité, dont nous avons fait le choix, pour des raisons évidentes, de ne pas rapporter certains éléments.

Texte **Dominique Verlet**
Photos **Stéphane Gautier**

Ministre de l'Intérieur, préfet de police, général et médecin-chef de la BSPP, amiral commandant du Bataillon de marins-pompiers de Marseille (BMPM), président de la FNSPF, nombreux directeurs départementaux et médecins-chefs de Sdis, représentants du département des urgences sanitaires du ministère de la Santé et d'associations agréées de sécurité civile : intervenants et participants ont permis des échanges complets sur le 13 novembre, son vécu et l'après.

7 demandes de plan rouge en 40 minutes

Tout débute au Stade de France. Le match amical France-Allemagne se

joue. On compte 72 000 personnes sur site et le président de la République assiste à la rencontre. C'est lui-même, depuis le PC sécurité, qui valide la préconisation de la BSPP de ne pas interrompre la rencontre et de ne pas évacuer les tribunes. Un « circuit court » de décision qui fait gagner un temps précieux pour éviter des mouvements de panique, la concentration du public en sortie, et donc son exposition. Un choix qui a très certainement évité de nombreuses victimes au vu des 2 explosions survenues dans les 20 minutes suivantes.

Dans le même temps, entre 21 h 26 et 21 h 49, s'enchaînent, par ordre, 3 fusillades visant des bistrotts, une nouvelle explosion d'un kamikaze dans un café et l'attaque contre le Bataclan. Les attaques sur Paris

Chronologie et premier bilan

21 h 20. Première explosion aux abords du Stade de France – 1 terroriste décédé.

21 h 26. Fusillade rue Bichat, restaurants *Le Petit Cambodge* et *Le Carillon* – 15 décédés et 10 UA.

21 h 30. Seconde explosion aux abords du Stade de France – 1 terroriste et une victime décédée.

21 h 32. Fusillade café *La Bonne Bière*, rue de la Fontaine au Roi – 5 décédés et 8 UA.

21 h 38. Fusillade café *La Belle Équipe*, rue de Charonne – 19 décédés et 9 UA.

21 h 43. Explosion – Café *Le Comptoir Voltaire*, boulevard Voltaire – 1 terroriste décédé.

21 h 49. Fusillade et prise d'otages au Bataclan, boulevard Voltaire – 89 morts et 3 terroristes décédés.

21 h 53. Troisième explosion au Stade de France – 1 terroriste décédé.

0 h 20. Assaut donné au Bataclan.

Données au soir des attentats : 129 morts et 352 blessés, dont 99 en état d'urgence absolue. Sept terroristes morts.

débutent donc en 21 minutes sur une zone d'un kilomètre sur 4. Un cadre « espace / temps » déterminant dans la conduite des opérations. Pendant les 30 premières minutes, 700 appels sont reçus. Le nombre d'opérateurs est porté de 18 à 36, en 5 minutes, en rappelant les personnels de repos. Le message d'attente est modifié pour inciter les appelants à limiter leurs demandes aux situations urgentes. Le même message est diffusé sur les réseaux sociaux. Les demandes de secours affluent, pour explosion, fusillade, voire simplement « personne blessée ». Les adresses sont imprécises. Elles nécessitent de lever les doutes avec des recoupements précis afin d'éviter la confusion possible liée à la proximité des sites ou aux appels multiples donnant une adresse différente alors qu'il s'agit du même événement. À chaque appel, les opérateurs doivent questionner : « Voyez-vous des personnes avec des armes ? Voyez-vous des blessés ? Y en a-t-il beaucoup ? » De même, des victimes appellent après s'être réfugiées dans des cours d'immeubles ou des appartements.

Selon le général Philippe Boutinaud : « Les secours interviennent dans un contexte chaotique et hostile. » Il existe une forte probabilité que les auteurs armés soient toujours présents dans la zone et le premier engin qui arrive au Bataclan essuie des rafales de tirs avant d'être protégé par une patrouille militaire, en mission Vigipirate, qui se place en posture de combat sans ouvrir le feu.

Le premier principe appliqué est celui de centraliser le commandement et d'ajuster la réponse opérationnelle au risque courant : le « départ normal » pour feu, à 3 engins, passe à 2. Des renforts extérieurs sont demandés. La situation à ce stade n'est pas figée : rien ne permet de savoir combien il y aura d'attaques, où elles auront lieu et sur quelle durée. Pour chaque nouvel attentat, le dispositif n'est plus dimensionné au niveau du plan rouge mais adapté, dans l'objectif de faire face au caractère évolutif de la situation et aux opérations courantes.

Cette phase de réaction initiale, faite d'incertitudes, d'engagements de secours immédiats et d'anticipation ne dépasse pas une trentaine de

minutes. Selon le patron de la BSPP, les circonstances impliquent de l'accepter. « C'est sa durée qui fait la différence entre un système organisé et un système qui ne l'est pas. » Vers 22 heures, fin du temps de réaction et début de celui de la reprise de l'initiative. Les binômes commandant des opérations de secours (COS)/ directeur des secours médicaux (DSM) sont clairement identifiés sur les 7 sites. Chacun reçoit une dénomination précise : Stade de France, Bichat, République, Charonne, Voltaire, Bataclan et Beaumarchais. La troisième phase débute peu après minuit. C'est celle de la concentration des efforts. Les postes médicaux avancés (PMA) sont fermés progressivement, au fur et à mesure de la fin des évacuations. Un point fondamental selon le général Boutinaud, qui décrit un fonctionnement « en tiroirs », que l'on ouvre et ferme en fonction des besoins. Fin des opérations progressive donc, par exemple rue Bichat à 23 h 55, rue de Charonne à 0 h 46 ou au Stade de France à 1 h 58. Parallèlement, un redéploiement des forces est opéré sur le Bataclan où les opérations de secours sont terminées à 5 h 30. S'ensuit l'ultime phase : le retour à la normale avec l'objectif,

Des opérations en 4 phases : réaction, reprise d'initiative, concentration des efforts, retour à la normale. »
Général Philippe Boutinaud, commandant la BSPP

Général Philippe Boutinaud, commandant la BSPP

« Une forme de guerre au cœur de la cité. »



« J'étais au Stade de France lors de la première explosion. Ce type de bruit n'a rien d'exceptionnel dans un environnement de stade avec les pétards des supporters. Mais j'ai eu un doute et, lorsque je suis sorti de l'enceinte, j'ai vu le corps du terroriste. Au même instant, j'ai reçu le message m'informant de la première fusillade rue Bichat. La BSPP prend en charge en moyenne tous les mois 80 victimes de plaies par armes blanches ou armes à feu. Mais j'ai vite fait le rapprochement et compris que ça allait être sérieux.

Nous avons reçu un électrochoc. Nous avons aussi changé d'ère. Il faut admettre que le risque exceptionnel entre dans le risque courant. Pour le retour d'expérience, il y a toujours un pas à franchir entre les exercices et la réalité. Mais nous ne devons pas tomber dans le travers de réécrire l'histoire quand on en connaît la fin. Les citoyens prennent conscience d'une exposition au-delà de la normale. En ce sens, c'est un vrai tournant, une forme de guerre au cœur de la cité. Nous avons senti changer l'attitude des Parisiens, mais la vie reprend ses droits. »





fixé et atteint, d'une remise de la BSPP en posture de réponse courante le samedi matin à 8 heures.

Adaptations médicales

Sur la dimension médicale, le professeur Jean-Pierre Tourtier, médecin-chef de la BSPP, rappelle que les armes automatiques font maintenant partie de la panoplie courante d'armement, tant pour le banditisme que pour le terrorisme, ce qui multiplie la probabilité d'être confronté à ce type d'attaques. « *Nous n'avons pas été mis à genoux, mais nous avons eu 130 morts et cela rend humble* », a-t-il expliqué. Le plan rouge « Alpha » (multi-sites) a fonctionné selon le principe de dissociation des urgences absolues et relatives, avec une particularité : l'absence de règle pour l'institution d'un PMA. L'adaptation à la réalité doit primer sur l'application du plan. Pour le traitement des victimes, les atteintes thoraciques nécessitent une oxygénation et parfois des exsufflations de pneumothorax par un médecin. Les lésions des membres sont accessibles à une hémostase par geste secouriste, par pansement hémostatique ou garrot. « *Des actes simples, selon le médecin-chef de la BSPP, qui sont certainement ceux qui peuvent sauver le plus de vies.* » Pour le directeur des secours médicaux, la

Privilégier l'intelligence de situation sur le cadre strict des plans. »
Professeur Jean-Pierre Tourtier, médecin-chef de la BSPP

difficulté sur beaucoup de sites a été de localiser des victimes, souvent dispersées. Autre facteur complexe : organiser les évacuations avec les ressources disponibles. Elles se sont opérées en colonnes avec une ambulance de réanimation (AR) et 2 ou 3 VSAV, sous escorte de motards, vers un seul hôpital. Le positionnement du DSM, sous l'autorité du COS, tous deux de culture commune, partageant les règles de commandement et

intégrant leurs contraintes mutuelles a constitué un facteur favorable majeur. Un autre point positif à noter est le partage BSPP/Samu de la doctrine de « *damage control* » issue de la médecine militaire (ndlr : celle-ci vise à limiter les actes au minimum, pour une arrivée au bloc opératoire dans la première heure). Globalement, le professeur Jean-Pierre Tourtier a tenu à rappeler l'enjeu de l'entente BSPP/Samu qui

Moyens engagés

- L'effectif engagé sur les différents sites s'est monté à 450 pour la BSPP, 21 équipes médicales (7 AR et 14 VSAV médicalisés), 500 secouristes des associations agréées de sécurité civile.
- Smur : 45 unités mobiles hospitalières (UMH) et 9 hélicoptères prépositionnés en anticipation d'évacuations secondaires.
- Renforts zonaux et extra-zonaux : 2 colonnes des zones Nord et Est totalisant 8 groupes secours aux personnes (SAP), soit 24 VSAV et 8 véhicules légers médicalisés (VLM), maintenues en réserve d'anticipation aux CIS Surveilliers (95) et Chelles (77).
- Essonne : 1 module incendie, 2 modules SAP, 2 véhicules secours routier (VSR) et 1 VLM prépositionnés au CS Masséna (Paris 13), engagés par la suite sur le secteur Bataclan mais non sollicités. Un module SAP resté en préalerte au CIS Palaiseau.
- Seine-et-Marne : 1 chef de colonne, 2 chefs de groupes, 8 VSAV, 1 véhicule léger infirmier (VLI) et 1 VLM maintenus en réserve au CS Masséna.
- Yvelines : 1 groupe SAP engagé au PMA secteur Bataclan ; 1 groupe SAP prépositionné au CS Boulogne (92) ; 1 groupe SAP et un groupe de commandement prépositionnés au CIS Poissy.
- Val-d'Oise : 1 chef de site, 8 VSAV, 4 FPT et 2 VSR prépositionnés au CS Saint-Denis.

se construit « *depuis des années et s'entretient au quotidien, chacun se mettant au service de chaque patient qu'il prend en charge* ». Il insiste aussi sur le fait que « *les exercices communs ont fait sens* ». Le matin même du vendredi 13, l'un d'entre eux avait été réalisé sur le thème des fusillades multiples avec 66 morts et 122 blessés.

Chaîne de sécurité civile

Avec les Codis et les zones de défense, le Cogic a assuré le suivi de cette crise à cinétique rapide, ainsi que la coordination tactique et le renseignement de la cellule interministérielle de crise. Une fonction qui a été facilitée par le rapprochement récent des 2 salles sur le site de Beauvau. Pour le colonel Pierre de Villeneuve, chef du Cogic, « *la principale difficulté est toujours de faire comprendre et accepter le principe de bilan provisoire du nombre de victimes* » et de résister au phénomène de « *course au bilan* » entretenu notamment par les chaînes d'information continue. Il a aussi rappelé que la veille en matière d'activité courante se poursuit parallèlement, citant par exemple la chute d'un TGV dans l'eau après un déraillement qui a fait 10 morts le lendemain (Bas-Rhin). Autre point intéressant à mentionner : les actions du Cogic se sont inscrites dans le contexte « *après-préparatif* » de la COP 21 alors que celui de l'Euro 2016 a débuté avec une expérience « *13 novembre* » qui pourrait influencer sur certains schémas. Sur l'inévitable question des réseaux sociaux, tous les participants reconnaissent l'intérêt qu'ils représentent pour recouper le renseignement opérationnel et diffuser des consignes à la population. Mais la même unanimité se dégage quant à la vigilance nécessaire face au remarquable risque de désinformation qu'ils constituent.

Vision de l'État

Pour le préfet Laurent Prévost, directeur général de la Direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises (DGSCGC) : « *Nous sommes dans un temps très court à l'échelle de la pratique habituelle des Retex. Nous n'avons pas le droit d'attendre et le devoir d'anticiper au plus vite. Nous sentons et nous savons que la menace qui pèse sur le pays est toujours bien présente. Le propre de nos fonctions est de se situer dans l'analyse, l'anticipation et, quand c'est nécessaire,*

Quelques enseignements

- Garder en permanence à l'esprit le risque de sur-attentat.
- Assurer la liaison avec la police et l'identification de son commandement sur le terrain, pour sécuriser les zones, et faciliter la circulation pour les accès aux sites et les évacuations.
- Adapter la réponse opérationnelle et modifier le message d'accueil 18 / 112.
- Centraliser le commandement avec déconcentration par site d'un COS et d'un DSM placé sous son autorité.
- Utiliser pour chaque site une dénomination claire et partagée entre les services.
- Anticiper les renforts extérieurs pour faire face au caractère évolutif de la situation. Des moyens, au final non utilisés, ont néanmoins contribué à garantir aux plus hautes autorités de l'État, et donc à la population, la capacité de continuité de réponse, tant pour d'autres attentats éventuels que pour la couverture du risque courant.
- Engager les équipes secouristes des associations agréées de sécurité civile dans des conditions claires et en concordance avec les moyens demandés.
- Pratiquer les détachements de liaison dans les salles opérationnelles des différents services et la relation avec les opérateurs de transports pour l'évacuation des impliqués.
- Prévoir un volume conséquent en matériel de brancardage et d'hémostase.
- Pratiquer en colonne les évacuations de blessés en flux.
- Prendre en compte la demande de formation de la population aux premiers gestes d'urgence. Des stages de 2 heures, non diplômants, gratuits et effectués en dehors des heures de travail seront proposés dès le mois de janvier dans des centres de secours de la BSPP, que le ministre de l'Intérieur souhaite aussi mettre en œuvre à l'échelle nationale, dans le courant du 1^{er} trimestre.

le pilotage. Il faut saluer le travail extraordinaire accompli par la BSPP, grâce à un dispositif qui a prouvé sa solidité dans des conditions extrêmement difficiles, avec l'appui des associations agréées de sécurité civile. Chacun des acteurs a tenu pleinement sa place, sous l'autorité du préfet de police, directeur des opérations de secours, pour sauver ceux qui pouvaient l'être. »

De son côté, le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, a tenu à insister sur le fait que la réflexion doit « *dépasser le cadre strictement parisien* » et a rappelé la nécessité de travailler à améliorer l'information du public en

période de crise. Il a également salué l'efficacité de la « *CIAV* », la cellule interministérielle d'aide aux victimes, placée sous l'autorité du Premier ministre et activée par le ministre des Affaires étrangères. Le ministre a aussi relevé l'importance d'aborder la question de la sécurité des personnels des services de secours, avant de conclure sur la « *nécessaire responsabilisation de nos concitoyens pour en faire des acteurs de leur propre sécurité* » et de rappeler que « *la résilience d'un pays ne peut dépendre des seuls services de secours, aussi efficaces et compétents soient-ils, et ils l'ont été le 13 novembre dernier* ». ■

Actes du Retex à venir : www.ifrasec.org

